

She Kasikila contre les rwandophones

C'est en septembre 2005 qu'est née la 5^e brigade intégrée des FARDC. A sa tête, le colonel She Kasikila qui dirige à l'époque, sur le papier en tout cas, quelques 1 200 hommes. Ils sont censés être issus de toutes les parties au conflit : les ex-FAZ, l'armée de Mobutu, les rébellions du RCD, MLC et autres groupes armés. C'est de cette dernière composante que le colonel Kasikila est issu. Depuis la création des FARDC en 2003, au lendemain des deux guerres du Congo, les questions du « brassage » et de la réforme du secteur de la sécurité sont toujours restées sensibles. Les unités restent marquées par leur histoire.

She Kasikila est un chef Maï-Maï. Ces milices d'autodéfense sont nées en réaction à l'entrée sur le territoire congolais d'armées étrangères et notamment les armées rwandaise et ougandaise. Pour les Maï-Maï, le pays a connu une invasion pure et simple qui aura duré plus de six ans et qui a été facilitée par, disent-ils, la « *trahison* » de certains Congolais. Les Kamuina Nsapu ont une rhétorique très proche de ces groupes, sur fond de racisme envers les communautés qui parlent les langues de ceux qu'ils appellent les « *envahisseurs* ».

Certains officiers de l'ex-RCD, comme Laurent Nkunda et Eric Ruhorimbere, refusent le « brassage ». D'autres qui l'ont accepté occupent des postes clefs. Le commandant de la 5^e brigade, She Kasikila, est accusé à l'époque de commettre des exactions envers la communauté civile rwandophone et de favoriser les autres communautés. Mais She Kasikila s'en est aussi pris aux intérêts économiques des officiers réfractaires.

« *Le 12 décembre 2005, le colonel Kasikila, commandant la 5^e brigade des FARDC, a chassé 33 hommes du groupe du général Laurent Nkunda de la mine de Lueshe.* », extrait du rapport du groupe d'experts, 2006, section 104

En 2006, un an après son déploiement, le colonel Kasikila perd le commandement de la 5^e brigade. Selon *International Crisis Group*, il aurait été écarté pour avoir dénoncé l'existence de fosses communes dans le territoire du Rutshuru, des fosses communes qu'il imputait aux rwandophones de l'AFDL et qui, selon lui, auraient été constituées lors de massacres de réfugiés hutus entre 1996 et 1997. En accusant ses rivaux du RCD de Laurent Nkunda d'être responsable de ces massacres, le colonel Kasikila touche à l'un des tabous en République démocratique du Congo : le rôle dans l'Est de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), auquel Joseph Kabila, les figures clefs de son gouvernement et de ses forces de sécurité ont appartenu.

Après avoir fait tomber Mobutu, certains rebelles de l'AFDL, se sont retournés contre leur ancien leader, Laurent-Désiré Kabila pour former le RCD puis le CNDP contre son fils, Joseph Kabila, l'actuel président. In fine, ils ne sont que très peu à se lancer dans une ultime rébellion, le M23. L'essentiel de ces officiers et personnalités comptent aujourd'hui parmi les figures les plus connues du régime de Joseph Kabila.

Le 7 janvier 2006, le convoi de Joseph Kabila est attaqué sur la route reliant Goma à Rutshuru. Selon les informations recueillies par Amnesty International à l'époque, les assaillants étaient

des membres d'une ancienne brigade du RCD-Goma, opposée à l'intégration dans les FARDC, dont Laurent Nkunda était un des leaders militaires.

<https://www.amnesty.org/download/Documents/60000/afr620012007fr.pdf>

Après l'épisode des fosses communes en 2006, le Colonel Kasikila disparaît, mis en disponibilité à Kinshasa. Il ne réapparaît publiquement que début septembre à Beni, où il serait déployé aujourd'hui, selon l'agence congolaise de presse. Certains le disent à Kananga avant son affectation du 30 août 2016. RFI n'est pas en mesure de confirmer cette information.

<http://acpcongo.com/acp/le-colonel-kasikila-mwendapeke-de-nouveau-affecte-au-nord-kivu-a-la-traque-des-adf-nalu/>

A lire ou relire les témoignages de MSF : « Traque et massacres des réfugiés Rwandais au Zaïre-Congo (1996-1997) » : <http://www.msf.fr/actualite/publications/traque-et-massacres-refugies-rwandais-au-zaire-congo-1996-1997>

Extrait du rapport ICG 2006 sur les élections qui détaille cette période, page 18 et 19

© Sonia Rolley

